

Décret n° 2013-5196 du 31 décembre 2013, relatif à la répartition des crédits du budget de l'Etat ouverts par la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014.

Le chef du gouvernement ,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 67-53 du 8 décembre 1967, portant loi organique du budget et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment son article 31,

Vu la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, portant promulgation du code de la comptabilité publique et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014.

Vu le décret n° 99-529 du 8 mars 1999, fixant la nomenclature des dépenses du budget de l'Etat, tel que modifiée par le décret n° 2012-3407 du 31 décembre 2012,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Les crédits afférents aux dépenses du titre I du budget de l'Etat pour l'année 2014 sont répartis par parties et articles conformément au tableau « A » annexé au présent décret.

Art. 2 - Les crédits d'engagement et les crédits de paiement afférents aux dépenses du titre II du budget de l'Etat pour l'année 2014 sont répartis par parties et articles conformément aux tableaux « B » et « C » annexés au présent décret.

Les crédits inscrits au tableau « C » ont un caractère évaluatif.

Art. 3 - Est créé un nouvel article au niveau de la troisième partie "interventions publiques" dénommé "Subventions aux institutions constitutionnelles " portant le numéro 03.308.

Art. 4 - Est créé un nouvel article au niveau de la septième partie « financement public » dénommé « subventions d'investissement au profit des institutions constitutionnelles » portant le numéro 07.807.

Art. 5 - Les chefs d'administrations et les ordonnateurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 décembre 2013.

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh